

# La tente et le camp

## Les deux dimensions de l'Assemblée de Vancouver

par Bernard DUPUY

Au livre des Nombres <sup>1</sup>, il était enjoint aux fils d'Israël de planter la tente de réunion au milieu du camp de sorte que, lorsque le peuple de Dieu serait en route, chaque tribu se tienne à sa place autour de la tente « à une certaine distance » <sup>2</sup> (Nb 2, 2). Cette distance était, disent les commentaires, le rappel de l'exigeant face à face qui devait toujours être maintenu entre l'instance de la manifestation divine et l'initiative humaine. Les lévites devaient entourer la tente, demeure de la Charte, et protéger le peuple de la colère susceptible de se déchaîner à tout instant du fait des conflits pouvant surgir dans le camp. Le rapport de la tente et du camp était ainsi bien défini et la limite bien marquée entre les deux dimensions de l'existence et entre les deux tâches prescrites au peuple, le témoignage et le combat. S'il est un ordre biblique que l'Assemblée de Vancouver aura involontairement, et presque visuellement, contribué à rappeler, c'est sans doute ce précepte de la nécessaire distance entre la tente et le camp.

Cette distance s'est donnée à voir, au cours de cette sixième Assemblée du Conseil œcuménique, non pas seulement au long des pérégrinations entre la tente de la prière et la salle des débats, non pas non plus dans une distinction factice du sacré et du profane, du culte et de la politique, mais précisément dans le fait que l'intégration de ces deux domaines y fut intensément recherchée et sérieusement tentée <sup>3</sup>.

1. Ce livre s'intitule en hébreu *Bemidbar*, « dans le désert » ou aussi, en tenant compte de la racine *davar* du mot *midbar* : « avec le secours de la parole » (qui fut donnée au Sinai). L'itinérance, le caractère existentiel de la parole entendue, apparaît dans ce terme, comme dans tout le livre.

2. *Minneged*, c'est-à-dire aussi : « en face d'elle ».

3. En dehors de la préparation immédiate de la conférence, le Conseil œcuménique des Eglises a fait un grand effort, au cours de ces dernières années, pour associer étroitement la recherche théologique et l'engagement social. On lira avec profit le rapport de la Commission consultative « Recherche d'une société juste et viable fondée sur la participation » et les documents de la com-

*L'Assemblée, expression de l'unité qui vient*

De l'avis unanime, la prière sous la tente, exprimée en une trentaine de langues, restera l'élément le plus marquant de cette Assemblée mondiale. L'eucharistie centrale du 31 juillet, présidée par l'archevêque de Cantorbéry Robert Runcie, assisté de six autres ministres, deux femmes pasteurs (une réformée indonésienne et une luthérienne danoise) et quatre hommes (un méthodiste africain, un baptiste hongrois, un moravite jamaïcain et un protestant de l'Eglise unie du Canada), en suivant la liturgie de Lima, fut vécue comme un événement d'unité. Elle restera comme un signe du renouveau du culte lié à l'effort œcuménique<sup>4</sup>. La prière de Vancouver sut concilier, et non opposer, le sens de la tradition et l'actualité la plus immédiate. Elle fut une intercession pour les pauvres, pour les victimes de toutes les formes d'oppression et pour les sans-voix d'un monde de plus en plus générateur de solitudes et d'anonymats.

De l'Assemblée ainsi réunie s'est levée ce que l'on a appelé une « vision eucharistique » de l'unité. C'est vraiment dans l'eucharistie, c'est seulement en elle que l'unité advient et se donne à voir, à contempler. En complément de cette liturgie solennelle, la longue veillée pour la paix et la justice, dans la nuit du 5 au 6 août, marquée opportunément par l'arrivée de l'évêque Desmond Tutu, secrétaire du Conseil sud-africain des Eglises, à qui son visa avait d'abord été refusé, fut à la fois un émouvant moment de prière et l'expression vivante des soucis et des espérances de tout un peuple. Cette veillée avait lieu au jour liturgique qui est celui de la fête de la Transfiguration dans l'Eglise catholique mais qui est aussi, comme on le sait, celui où fut lancée en 1945 la bombe d'Hiroshima. Cette prière commune se trouvait ainsi chargée de la tension la plus actuelle et la plus extrême et revêtue d'une puissante portée symbolique. Il est important enfin que l'Assemblée, au cours de ses assises, ait pu écouter le témoignage de ceux qui ne font pas de bruit dans ce monde, d'un Jean Vanier, qui a voué sa vie aux handicapés<sup>5</sup>, d'une mère Euphrosie, religieuse orthodoxe roumaine, de Tatiana Goritcheva et de tant de témoins vivants de la foi d'aujourd'hui. Aussi l'impression qu'ont recueillie les délégués fut-elle que l'événement majeur de Vancouver se passait sous la tente. Et pour toutes ces raisons, il apparaissait que le *déjà là*

mission Sodepax. On ne saurait nier qu'à la suite du grief d'horizontalisme exprimé depuis Upsal, et plus encore depuis Nairobi, les diverses instances du Conseil aient cherché de tout leur pouvoir à surmonter la séparation entre le souci de la foi et celui de la justice, entre l'aspect « vertical » et l'aspect « horizontal » de l'œcuménisme.

4. Cf. J. SULLIVAN, « Le Conseil œcuménique des Eglises et le renouveau du culte » dans *Istina*, 19 (1974), pp. 350-367, et 20 (1975), pp. 307-314.

5. Le texte de cette allocution de Jean VANIER, intitulée « Le pauvre, chemin d'unité », a été publié en français dans la *Nouvelle revue théologique*, 106 (1984), pp. 17-22.

de l'unité était vécu sous la tente..., alors que le *pas encore* était évident dans le camp.

Une des conséquences possibles de cette manifestation d'unité devrait être une responsabilité accrue de la commission Foi et Constitution et la reprise du débat sur la portée ecclésiale des activités du Conseil œcuménique des Eglises. Depuis la déclaration de Toronto<sup>6</sup>, le Conseil s'est défendu d'être lui-même une Eglise ou une super-Eglise. Il tend de plus en plus à se considérer comme la voix du *fellowship* des Eglises, comme le moteur et l'expression de la « communauté conciliaire »<sup>7</sup>. Il tend ainsi, dans ses assemblées, à se présenter comme le support, l'instrument, le vecteur de la conciliarité des Eglises qui en sont membres. La réflexion sur son statut, pourtant depuis longtemps engagée, apparaît dès lors de plus en plus nécessaire. Un tel vœu avait d'ailleurs été exprimé par le pasteur William Lazareth au terme de la réunion de Lima de la commission de Foi et Constitution<sup>8</sup> et transmis au comité préparatoire de l'Assemblée de Vancouver.

Dans sa méditation inaugurale, toute pénétrée de sens biblique, le pasteur Ph. Potter a apporté une importante contribution à ce thème de l'unité en rappelant que dans le mot *œcumèné* il y a la racine *oikos*, qui signifie « maison ». Mais *oikos*, *baith* en hébreu, c'est la maison, et c'est aussi le temple. Les Eglises rassemblées sont appelées à vivre ensemble et à constituer la « maison de Dieu », non pour la revendiquer comme le lieu de la présence (Jr 4, 4-7), mais pour en faire le lieu de la confession, de l'étude, de la communauté, du partage et de la guérison<sup>9</sup>. Ces cinq points furent magnifiquement développés par

6. Déclaration de Toronto (1950). Cf. à ce sujet : J. HAMER « Qu'est théologiquement, à ses propres yeux, le Conseil œcuménique des Eglises ? » dans *Istina*, 1 (1954), pp. 389-407. Le Dr. W.A. Visser't Hooft avait répondu aux questions soulevées par cet article : « Various Meanings of Unity and the Unity which the World Council of Churches seeks to promote » dans *The Ecumenical Review*, 7 (1955), pp. 20-21. Voir également à ce sujet Leslie NEWBIGIN, *The Ecumenical Review*, 3 (1951), p. 254 et le texte de L. VISCHER, rédigé lors de la conférence de Cantorbéry, « Un concile authentiquement universel ? » dans *Istina*, 14 (1969), pp. 490-497.

7. Voir le Rapport de la consultation de Salamanque (*The Ecumenical Review*, 26 (1974), pp. 291-302). J'ai livré à l'époque quelques réflexions touchant ce débat dans *Istina*, 16 (1971), pp. 282-283 et 20 (1975), pp. 170-173.

8. Cf. *Istina*, 27 (1982), pp. 22-23. Le statut du Conseil œcuménique, cependant, ne saurait résulter de sa propre réussite ou de ses accomplissements effectifs. Il doit être mis en relation avec la christologie mise en œuvre dans les déclarations œcuméniques. Cf. à ce sujet Conrad SIMONSON, *The Christology of the Faith and Order Movement*, coll. « Ökumenische Studien » n° X, Leyde, éd. Brill, 1972.

9. Lorsqu'il s'agit d'établir les directives d'action pour les années à venir, l'assemblée du Conseil décida dans sa séance conclusive que la première des priorités devrait être la recherche des mesures concrètes pour atteindre le but de l'unité visible. La question classique de l'œcuménisme est ainsi revenue au premier rang à Vancouver. Les deux « priorités » suivantes ne font d'ailleurs que confirmer cette tendance. Il s'agit de soutenir et de stimuler les relations entre les Eglises et d'intensifier l'effort théologique. C'est sans doute au niveau de la

le secrétaire général du Conseil. Son intervention fut un appel à la responsabilité de tous dans la tâche œcuménique. Sa ferveur l'entraîna d'ailleurs à quelques déclarations incisives sur les pesanteurs historiques de l'institution<sup>10</sup>. Mais plutôt que de voir là une critique déclarée de certaines Eglises, comme plusieurs l'ont cru, il nous semble qu'il faut entendre ici un appel. Les paroles de Philip Potter ne voulaient pas être des expressions théologiques ou des formules d'accord œcuménique, mais une invocation et un cri. Que l'Eglise soit le lieu de la rencontre, car la parole de Dieu nous inspire, qu'elle soit le lieu de la vie, car Jésus-Christ est notre vie ! Le monde s'est engagé dans une voie de mort et les Eglises, qui ont pour tâche d'annoncer le message de la vie, ne peuvent en être prisonnières ! C'est sous le signe de cette menace accrue que nous prions et que nous découvrons le Christ, Seigneur de la vie.

seconde priorité que se soulèvent les questions les plus délicates. Le Conseil œcuménique a parfois quelque peu redouté les échanges interconfessionnels. Il entend aujourd'hui les promouvoir. Reste cependant à clarifier le rôle des « identités confessionnelles » au sein de la « diversité réconciliée ». L'idée de « communauté conciliaire » en faveur depuis la rencontre de Salamanque (1973) doit continuer d'animer la recherche œcuménique mais il apparaît qu'elle doit aussi être critiquée car on en a fait parfois un véritable concept d'unité. Or l'organicité n'est pas encore l'unité. Pour qu'il y ait véritable « diversité réconciliée » (expression formulée à Accra en 1974 et reprise à Dar-Es-Salam en 1977), il faut que les identités confessionnelles soient prises en compte.

10. « Les Eglises, a déclaré en particulier Ph. Potter, ont été tentées de s'enfermer dans diverses structures hiérarchiques et institutionnelles, entraînant une concentration des pouvoirs dans des systèmes bureaucratiques qui n'ont rien à voir avec ce que Dieu avait ordonné et promis à son ancien peuple d'Israël : *C'est à moi qu'appartient toute la terre, et vous serez pour moi un royaume de prêtres*. Il est clair que Ph. Potter voulait parler de « hiérarchies » et d'institutions en un sens surtout sociologique, sans mettre en cause le rôle fondamental du magistère dans la vie de l'Eglise. Mais du fait qu'il s'adressait à des responsables d'Eglises œcuméniquement réunis, la phrase prenait une tournure ecclésiologiquement orientée, d'autant plus que le Secrétaire général déclarait quelques instants plus tard : « Notre communion au corps et au sang du Christ, nos sacrifices spirituels et l'offrande du don de l'Esprit que nous avons reçu, toutes ces réalités exigent que nous exorcisions cette hérésie que sont l'autorité magistérielle et le pouvoir dans l'Eglise, et que nous devenions un véritable peuple de prêtres, composé de tous les croyants et au sein duquel les divers dons et fonctions ne sont pas imposés, mais mutuellement acceptés, qu'il s'agisse de clercs ou de laïcs ». Après avoir fait précisément référence au « peuple sacerdotal » (*mamlekheth cohanim*) d'Ex 19, 6, le pasteur Potter avait dit, selon l'interprétation réformée habituelle : « that we become a true priesthood of all believers ». Cette déclaration fut comprise dans le sens suivant : « que nous acceptions le sacerdoce véritable de tous les croyants », alors qu'il faut sans doute comprendre : « que nous devenions un véritable peuple de prêtres, constitué par tous les croyants ». Le pasteur Ph. Potter tenta d'atténuer la réaction des représentants des Eglises à structure traditionnelle en précisant qu'il avait voulu viser l'abus, non l'usage, de leurs prérogatives et il réaffirma son soutien sans restriction à la définition du ministère telle qu'elle apparaît dans le B.E.M. Mais, même parmi les protestants, certains objectèrent qu'on voyait mal comment l'accord sur le B.E.M. pourrait être « reçu » si les Eglises devaient renoncer à exercer une autorité de magistère.

Plus que les autres assemblées du Conseil œcuménique, celle de Vancouver fut une assemblée de témoignages et d'échanges. Une soixantaine de groupes furent formés pour étudier ensemble et pour commenter la Bible, tandis que des orateurs étaient invités à témoigner de ce que le thème « Jésus-Christ, vie du monde » signifiait dans leur vie. Parmi eux Allan Boesak, de l'Afrique du Sud, président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées<sup>11</sup> ; le théologien orthodoxe Théodore Stylianopoulos<sup>12</sup> ; la théologienne Dorothee Soelle, de l'Allemagne de l'Ouest<sup>13</sup> ; Jan Pronk, secrétaire général adjoint de la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement) ; la femme d'un mineur d'étain de Bolivie ; Coretta Scott King, veuve de Martin Luther King ; une religieuse roumaine qui qualifia ses vœux de « défi aux faux dieux de la richesse, du plaisir et de l'orgueil »<sup>14</sup> ; et un théologien de l'île Tonga, dans le Pacifique. Un des thèmes majeurs de l'Assemblée fut la participation de tous à la vie de la communauté. Il semblerait, si l'on en juge par l'expérience des assemblées récentes et surtout celle de Vancouver, que le mouvement œcuménique tende à des formes d'expression de plus en plus populaires. Il paraît s'appliquer à lui-même le principe que « tout doit se faire à l'échelon le plus bas possible ». L'idée d'un œcuménisme édifié à partir de la base n'est pas neuve, certes, mais elle n'a pas prédominé jusqu'à aujourd'hui dans les réunions ni dans les modes de travail du Conseil œcuménique. On peut se demander si le Conseil favorisera à l'avenir des réalisations du type de celle de Vancouver. Cela ne signifierait pas pour autant la fin des assemblées mondiales, comme d'aucuns l'ont pensé. Mais cela serait le signe d'une certaine mutation dans les formes de témoignage. La prochaine assemblée devrait en tous cas se tenir en 1990 ou 1991, probablement en Asie.

### *Au cœur des conflits*

Si nous nous déplaçons maintenant de la tente vers le camp, on pourrait dire que l'Assemblée de Vancouver fut surtout l'occasion d'une mise en question, voire d'une mise en cause, des « valeurs culturelles » du monde. Les valeurs dont nous nous réclamons, même dans la société chrétienne, sont-elles même encore des valeurs ? Le plus souvent, les « valeurs » de la culture ambiante ne sont plus des valeurs humaines, des dimensions constitutives de l'homme, comme on avait pu les considérer jusque là, mais elles sont devenues des valeurs trompeuses qui doivent être dénoncées en tant que véhicules des idéologies du monde. Or les idéologies mobilisatrices du monde actuel sont présentement celles du capitalisme et du communisme avant tout. Ce sont

11. Cf. *The Ecumenical Review*, 35 (1983), n° 4, pp. 371-376.

12. *Ibid.*, pp. 364-370.

13. *Ibid.*, pp. 377-384.

14. *Ibid.*, pp. 393-396.

elles qui se partagent encore le monde. « Je suis convaincu, déclara le président du Comité central, l'archevêque anglican du Canada, Edward Scott, que ces deux idéologies, tout en restant puissantes, ne répondent plus aux défis auxquels nous devons faire face. Une ère s'achève. » Mais, au-delà de ce constat, il faut reconnaître que, à Vancouver, les espérances messianiques de l'ère nouvelle, signifiées dans la prière, n'ont guère été définies. Les résolutions de Vancouver concernant les problèmes de la justice et de la paix, pour généreuses qu'elles soient, apparaissent peu convaincantes. La déclaration sur les droits de l'homme est un rappel de prises de position antérieures, mais elle demeure au niveau des grands principes. La position du Conseil œcuménique en face du racisme et de l'aide à apporter aux groupements qui luttent contre l'*apartheid* a été réaffirmée, sans apporter rien de très neuf.

D'autre part, une constatation qu'on ne peut pas manquer de faire, c'est que, sur le problème des libertés culturelles et religieuses, en particulier au sein du bloc soviétique, problème qui avait été soulevé à Nairobi à la suite d'un appel adressé au Conseil œcuménique par le Comité pour la défense des droits des croyants en U.R.S.S., le Conseil a, une fois de plus, achoppé. Certes, il put se tenir dans le contexte de Vancouver une « audience Yakounine », au cours de laquelle furent lus les Appels transmis à l'Assemblée par les derniers membres en liberté et semi-clandestins du Comité de Moscou<sup>15</sup> et le pasteur Potter reçut une délégation de l'association « Solidarité chrétienne internationale » ; mais le Conseil ne voulut aller ni jusqu'à formuler une condamnation de l'Union soviétique pour son mépris des conventions internationales en matière de droits de l'homme, qu'elle a pourtant signées, ni jusqu'à exprimer une critique de son militarisme et de son intervention en Afghanistan. La délégation du Patriarcat de

15. Cf. ci-dessous, pp. 104 ss. L'Assemblée a reçu un appel du diacre orthodoxe Vladimir Roussak et une lettre du Comité moscovite de défense des droits des croyants. En outre la Ligue pour la défense des droits de l'homme en Roumanie, affiliée à la Fédération internationale des droits de l'homme, a adressé au Conseil œcuménique des Eglises, en juillet, un dossier d'informations sur la situation religieuse et les cas les plus récents de persécution des croyants en Roumanie. Ce texte exprime l'espoir que « conformément à sa vocation, qui est non seulement de représenter les Eglises mais aussi de défendre les chrétiens persécutés pour leur foi, le Conseil œcuménique des Eglises diffusera ce dossier et saisira l'Assemblée de Vancouver des cas flagrants de violation des engagements pris par la Roumanie à Helsinki ». Le texte poursuit : « Le calme officiel qui règne dans l'Eglise roumaine cache en réalité une situation des plus préoccupantes (...). Tout en accordant une liberté théorique aux diverses dénominations, l'Etat exerce un contrôle rigoureux sur l'activité de l'Eglise et sur la pratique des croyants ». La Ligue des droits de l'homme rappelle les aspects que revêt la lutte anti-religieuse : interdiction de l'enseignement religieux, limitation des activités des prêtres au seul service cultuel, considération des principales fêtes religieuses (Noël) comme jours ouvrables, impression de la Bible en nombre insuffisant d'exemplaires et poursuites contre la diffusion des Bibles imprimées à l'étranger, littérature religieuse pratiquement inexistante. Le dossier énumère ensuite une centaine de cas de personnes victimes de la persécution religieuse.

Moscou manifesta une active vigilance en réunissant en privé les délégués des Eglises des pays de l'Est pour éviter toute prise de position concernant leurs pays. Selon les cas et les avis, une telle prise de position aurait pu soit créer aux chrétiens de ces pays de graves difficultés vis-à-vis de leurs gouvernements, soit au contraire leur donner une force et une crédibilité plus grande. Mais ce débat ne fut pas ouvert. Il fut mis de côté comme une question secrète, renvoyée à une époque ultérieure. Sans doute une assemblée internationale comme celle de Vancouver n'est guère le lieu où pourrait s'ouvrir une telle discussion. Celle-ci aurait dû être préparée par des contacts antérieurs. Bref l'impression générale est que l'Assemblée s'est close en adressant verbalement de vives critiques à l'une des deux grandes puissances de ce monde et en gardant un silence complet au sujet de l'autre.

Au-delà de l'impression de malaise que peut laisser cette différence d'attitude, il y a lieu de s'interroger sur ses causes. La difficulté rencontrée par l'Assemblée n'est pas seulement de nature politique ; elle est aussi culturelle et sociologique ; elle a des arrière-plans historiques. Aussi est-il probable que le Conseil œcuménique continuera encore à l'avenir à préférer aux déclarations de principe la diplomatie secrète, qui a donné à plusieurs reprises il est vrai quelques résultats tangibles et a le mérite de favoriser les rencontres et les contacts personnels.

### *Les Eglises face au péril toujours croissant de l'armement nucléaire*

Dans le domaine de la réflexion sur le problème de la guerre, l'Assemblée de Vancouver a accepté de prendre davantage de risques. La question n'est pourtant pas nouvelle. Dès le lendemain de la seconde guerre mondiale, Helmut Gollwitzer avait posé la question. La nature de la guerre est-elle restée la même dans le passage de l'arbalète à l'atome ? Si l'arbalète était déjà immorale, la bombe, de toute évidence, l'est autrement et plus gravement. L'œcuménisme est né, pour une large part, du choc de la guerre mondiale. Il s'est imposé avec une sorte d'urgence aux chrétiens après 1918. La relation entre l'œcuménisme et le sort du monde est devenue une exigence absolue. Aussi, lors de l'Assemblée d'Amsterdam, le Conseil œcuménique avait-il renouvelé la condamnation chrétienne de la guerre<sup>16</sup>. Pourtant, il est clair que cette condamnation ne devait pas cautionner Munich ; la guerre contre Hitler, qui l'avait déclenchée, avait été nécessaire ; dans son principe, elle avait été encore une juste guerre. Mais dans son point d'arrivée, l'emploi de la bombe à Hiroshima, l'était-elle toujours ? Les maux provenant d'une prolongation de la guerre pouvaient-ils légitimer l'em-

16. Cf. Rapport de l'Assemblée d'Amsterdam « Désordre de l'homme et dessein de Dieu ». Rapport de la quatrième section : l'Eglise et le désordre international, dans le Rapport officiel, éd. française, Paris, éd. Delachaux et Niestlé, 1949, pp. 112-129.

ploi d'un pareil moyen pour la mener à son terme ? C'était une première question. Une armée avait eu recours à un mal inouï comme moyen pour en finir avec un autre mal inouï.

De cette décision d'une gravité sans précédent est issue une situation entièrement nouvelle. Toute paix après l'usage de la bombe est devenue une paix sous la menace. Si l'emploi de la bombe atomique doit être condamné, la menace est-elle moralisable ? Une nation a-t-elle le droit de menacer de faire une chose qu'elle n'a jamais le droit de faire ? Et le fait que l'adversaire s'octroie indûment ce droit légitime-t-il, au nom de la défense, l'engrenage de la violence ? La théorie de la dissuasion, dont l'efficacité n'est pas contestable, mais dont le vice moral est évident, s'appuie sur l'affirmation que « la menace n'est pas l'emploi ». Certes ! Mais la non-guerre qu'elle fonde n'est pas la paix. La dissuasion s'inscrit dans le seul jeu de la guerre. Bien plus elle accrédite le fait d'un monde régi par la terreur. Et c'est ici précisément qu'apparaît la mutation provoquée par la bombe. Quand un monde naît sous le signe de la mort, l'idéologie conquiert aussitôt son empire. La vérité qui est source de la paix ne trouve plus son champ propre. Le dialogue n'a plus sa place. Une autre logique s'est emparée du réel, celle de l'idéologie qui résulte de la loi des faits, qui joint le mensonge à la vérité et rend leur partage impossible. Un parti qui conduit en fait à la guerre peut prétendre impunément et effrontément qu'il est le parti de la justice, de la liberté et de la paix, alors qu'il est en fait l'antipode de ce qu'il déclare. Le chantage devient un langage second, un moyen de pression infiniment plus redoutable que la menace même de l'emploi des armes, car il inverse les tentatives de moralisation de la dissuasion, en jugule à jamais la possibilité et coupe court à toute réflexion, séparée et surtout partagée, sur la guerre juste.

Tel est le débat contemporain. Il dépasse déjà le champ des investigations des meilleurs polémologues<sup>17</sup>. Cette tentative de réflexion — « au-delà de la guerre juste » — avait été entamée, au moment même de Vancouver, par les évêques catholiques américains<sup>18</sup> et français<sup>19</sup>, ainsi que par un penseur tel que André Glucksmann<sup>20</sup>. Leur effort de pensée se présente comme une invitation à la lucidité, adressée aux responsables des nations, et en même temps comme un appel à enrayer la course aux armements en vue d'un gel nucléaire généralisé. Le texte de Vancouver<sup>21</sup> ne s'est pas engagé dans cette ligne de responsabilité concrète ; il se veut « prophétique ». Il est un cri. Il monte

17. Gaston BOUTHOU et René CARRÈRE, *Le défi de la guerre, 1740-1974*, coll. « L'historien », Paris, éd. P.U.F., 1976 ; Gaston BOUTHOU, *La guerre*, coll. « Que sais-je ? », Paris, éd. P.U.F., 1978.

18. Texte français dans *La Documentation catholique*, 24 juillet 1983, pp. 715-762. Voir également François GORAND, « La dissuasion nucléaire. Questions aux évêques américains » dans *Etudes*, octobre 1983, pp. 377-388 ; et Francis X. WINTERS, « Un regard pascalien », *ibid.*, pp. 388-392.

19. *Gagner la paix*, Paris, éd. du Centurion, 1983.

20. André GLUCKSMANN, *La force et le vertige*, Paris, éd. Grasset, 1983.

21. Cf. ci-dessous, pp. 42-43.

de l'humanité souffrante et inquiète. Il est, a-t-on dit, l'expression d'une voix de détresse, qui rejoint celle des non-violents et des pacifistes. A ce titre, passant outre à tout débat sur une telle forme de guerre, il fait sien le vœu d'un gel nucléaire, même unilatéral. On ne saurait trop remarquer la différence de nature et de niveau entre les documents publiés récemment par les Eglises et l'appel de Vancouver. Les textes des Eglises sont des outils précis d'étude, émanant d'instances chrétiennes politiquement responsables, des documents situés et élaborés, qui appellent les chefs des Etats à trouver enfin une *Noitlösung* pour un temps de détresse et invitent tous les hommes aux discernements nécessaires. La déclaration du Conseil œcuménique, qui n'est pas une Eglise et qui tend à se situer en dehors des engagements directs qui sont ceux des Eglises, est plutôt une interpellation adressée aux puissants de ce monde, une conjuration face aux périls qui nous menacent. L'Assemblée de Vancouver déclare la dissuasion « intolérable ». Elle n'est pas la première à le dire et, au fond, les Eglises ne pensent pas autrement. Mais pour l'instant la bombe est le fait sous lequel nous vivons. Le moyen de conjurer ce mal, en lui-même immoral, et de s'en délivrer, n'est-il pas de le comprendre, d'en saisir l'origine, de rechercher les ressources morales qui permettront de le vaincre ? L'Assemblée ne s'est guère engagée dans cette voie<sup>22</sup>. « Pour trouver le remède à un tel mal, la solution ne serait-elle pas, a-t-on suggéré parfois dans les discussions œcuméniques, de tourner le dos à Augustin, à Luther et à Calvin, qui ont trop laissé les mains libres au pouvoir temporel et ont composé avec lui, et de prêcher le seul Royaume, de suivre la voie anabaptiste ? » Ultrasensible aux appels du monde, bénéficiant de son désengagement par rapport aux Etats, le Conseil œcuménique n'est-il pas, de fait, en train de devenir à ce plan, plutôt qu'une instance œcuménique, l'ultime instance anabaptiste ?

Quoi qu'il en soit du degré de pertinence ou d'impertinence qu'on peut reconnaître aux nombreux appels qui montent des Eglises, ils manifestent tous que le monde est entré dans une période d'inquiétude et de crise — dans un temps qu'on pourrait appeler, bibliquement, de souci de la fin, ou d'apocalypse. Depuis qu'il a pris conscience de ses pouvoirs, depuis l'avènement de l'humanisme, qui caractérise les temps modernes, l'homme s'est soumis de lui-même à la question de sa fin. Il doit se demander s'il pourra parvenir à « ses fins ». Mutation morale, bien plus que technologique en définitive, qui est l'aboutissement imprévu de l'investissement du monde par le pouvoir technique de l'homme, investissement qui étend son champ bien au-delà du seul domaine de l'armement nucléaire : aux échanges intensifs permis par les mass-media, à la génétique, etc... C'est finalement à ce problème très général qu'il est demandé aux chrétiens de faire face. L'heure est venue pour les savants et les techniciens, et pour les organisateurs de

22. Voir ci-dessous, p. 128, les trois questions posées à l'Assemblée par le rapporteur, Robert W. Neff.

ce monde, de passer, comme le voulait Max Weber, d'une éthique de science à une éthique de responsabilité. Mais en même temps il est demandé aux « prophètes » et aux hommes de foi d'accepter l'ascèse d'une analyse rigoureuse des réalités. La déclaration du Conseil œcuménique est indubitablement révélatrice de l'inquiétude générale des hommes devant les dangers qui montent. Est-elle pour autant à hauteur des problèmes inéluctables auxquels l'homme est affronté d'ores et déjà dans le monde présent ? L'avenir le dira.

On peut résumer ce débat en disant que la voix qui doit se faire entendre aujourd'hui doit être une voix morale. Ce qui est en cause, plus que jamais, c'est le Décalogue. Tous les hommes doivent un jour se reconnaître dans la révélation biblique du Sinaï. Jésus-Christ souffrira aussi longtemps qu'il sera porté atteinte quotidiennement à la loi morale, à l'image de Dieu dans l'homme. Or, de ce point de vue — et ceci n'a pas été suffisamment reconnu par les Eglises, ni par le Conseil œcuménique lui-même —, le mal humain le plus grave qui a dévoilé son masque horrible au cours de la dernière guerre mondiale ne fut pas encore la bombe, ne fut pas Hiroshima, mais Auschwitz<sup>23</sup>.

C'est à ce mépris de l'homme, scellé dans le terme abominable de « solution finale », que l'humanité d'aujourd'hui est affrontée, qu'elle le veuille ou non, et jusqu'au terme de son histoire, simplement parce que ce mépris s'est avéré possible. C'est là notre conscience aiguë aujourd'hui. Elle était présente, mais confusément et sporadiquement, dans le camp. Il faut que le chant d'unité et d'espérance de la tente se confronte encore davantage avec les indécisions, les méconnaissances qui ont plané sur le camp. Il nous faut conjurer l'image qui nous vient alors à l'esprit : il serait inconcevable que Babel et la Pentecôte aient lieu à courte distance l'une de l'autre et qu'une assemblée œcuménique consiste dans l'allée et venue de l'une à l'autre. Dans cette proximité même, dans ce face à face, le but se trouve désigné. Pour qu'il soit atteint, ne faudra-t-il pas que la tente et le camp ne constituent qu'un événement unique ?

### *Vers les temps futurs*

L'Assemblée a procédé, avant de se séparer, à l'élection de sept nouveaux présidents et d'un nouveau Comité central. Composé maintenant de 145 membres, le Comité central exerce l'autorité législative

23. Loin de confesser ce péché, comme cela aurait dû être fait depuis longtemps et rappelé sans cesse à la mémoire des chrétiens, l'Assemblée de Vancouver, dans une allusion hâtive, a malheureusement mêlé le problème de cette reconnaissance chrétienne d'Auschwitz à celui de son usage polémique dans le conflit entre l'Etat d'Israël et ses voisins arabes. L'interférence pose un problème réel. Mais des réflexions éthiques dérivées, même actuelles, ne sauraient être évoquées par une assemblée chrétienne que si la question éthique principale elle-même a été véritablement et sincèrement posée.

suprême dans le Conseil jusqu'à la prochaine assemblée. Son origine sur le plan géographique traduit des réalités nouvelles : 58 membres viennent des pays industriels, 24 du monde communiste et 63 des pays en voie de développement. Environ 26 % des membres nouveaux sont des femmes et 12 % sont des jeunes de trente ans (certains ont protesté en disant que ces deux proportions étaient trop faibles). Sous l'angle confessionnel, le nouveau Comité central se compose de 32 membres de la communion orthodoxe, 29 des Eglises réformées, 22 des Eglises luthériennes, 15 de la communion anglicane, 14 méthodistes, 14 des Eglises unies et 19 d'autres traditions. La représentation orthodoxe, comme on peut le constater, a été notablement augmentée. On remarquera qu'elle est devenue, en nombre absolu de représentants, la « confession » la plus importante du Conseil œcuménique des Eglises.

Dès la clôture de l'Assemblée de Vancouver, le nouveau Comité central tint sa première réunion et fit preuve d'autorité. Il rejeta le candidat au poste de président du Comité central, proposé par le Comité des nominations et par le Secrétaire général, et choisit à sa place le docteur Heinz Joachim Held, de l'Eglise évangélique d'Allemagne fédérale (E.K.D.). Celui-ci remplace l'archevêque Edward Scott, primat anglican du Canada. Le docteur Held sera assisté par deux vice-présidents : Sylvia Talbot, de l'Eglise méthodiste épiscopale africaine (Etats-Unis), et le métropolitain grec orthodoxe Chrysostome de Myre, du Patriarcat œcuménique, qui remplacent Jean Skuse d'Australie et le catholico arménien Karekin II. Fut également élu un comité exécutif de seize membres, qui doit se réunir deux fois par an et désignera bientôt un comité de recherche pour recommander un successeur à Philip Potter. Le nouveau Secrétaire général sera élu par le Comité central en 1984. Ainsi l'ensemble législatif nouveau est en place. Compte tenu de la retraite récente ou imminente de la plupart des responsables du Conseil œcuménique des Eglises à Genève, la nomination du Secrétaire général vers la fin de 1984 ou au début de 1985 sera le signe d'une nouvelle époque pour le Conseil œcuménique des Eglises.

Il y a, dit-on, des papes saints et des papes politiques. A Rome aussi s'inscrit historiquement la distance entre la tente et le camp. Le prochain Secrétaire général du Conseil œcuménique sera-t-il soucieux surtout de la tente ou attentif aux tensions existantes dans le camp ? Si l'on devait en juger par l'Assemblée de Vancouver, elle fut à coup sûr davantage un moment fort de la rencontre sous la tente que de l'échange dans le camp.